Rétrospective en **poursuite et faillite** | 2024

Arnaud Lambelet

Janvier 2024 | Décembre 2024

ATF 150 III 137

La prolongation du sursis concordataire définitif

Passé le délai de six mois de l'[art. 294 LP](#), seul le commissaire – à l'exclusion du débiteur et du créancier – peut demander une prolongation du sursis concordataire selon l'[art. 295b LP](#). À défaut de demande, la faillite s'ouvre d'office (ALa). www.lawinside.ch/1408/

ATF 150 III 209

La qualité de fait notoire des informations d'un registre du commerce étranger

Les informations qui figurent dans des registres du commerce étrangers ne sont pas des faits notoires, même lorsqu'elles sont accessibles sur Internet (ALa). www.lawinside.ch/1444/

TF, 20.02.2024, 5A_999/2022

La reconnaissance du receivership américain

Une décision de receivership relève du droit de l'exécution forcée et ne peut, par conséquent, pas être reconnue en Suisse selon les [art. 25 ss LDIP](#) (IB). www.lawinside.ch/1457/

ATF 150 III 408

La saisissabilité de l'épargne constituée à partir des rentes AVS et des prestations complémentaires (art. 92 al. 1 ch. 9a LP)

L'épargne constituée à partir des prestations d'assurances sociales énumérées à l'[art. 92 al. 1 ch. 9a LP](#) est en principe saisissable. Le fait que ces avoirs se trouvent sur le compte bancaire sur lequel sont versées les prestations initialement insaisissables n'y change rien (ALVO). www.lawinside.ch/1473/

ATF 150 III 400

Le point de départ du délai pour intenter une action en libération de dette

Le délai de 20 jours pour intenter une action en libération de dette commence dès la notification du dispositif de mainlevée provisoire au débiteur, et non à partir de la notification de la décision motivée (JM). www.lawinside.ch/1509/

TF, 06.11.2024, 5A_376/2024*

La fixation de la sûreté pour les frais non couverts par la masse en faillite (art. 230 al. 2 LP)

Les frais de réalisation des objets mis en gage ne doivent pas être couverts par la masse en faillite. Ils ne font pas partie des frais non couverts par la masse au sens de l'[art. 230 al. 2 LP](#) et ne doivent donc pas être pris en compte lors de la fixation du montant de la sûreté (ALVO). www.lawinside.ch/1523/

ATF 150 III 345

La reconnaissance des mesures provisionnelles ordonnées ex parte

Les mesures provisionnelles ordonnées ex parte sont susceptibles d'être reconnues et exécutées selon les [art. 32 ss CL](#) lorsque leur reconnaissance est requise au terme d'une procédure d'opposition contradictoire respectant le droit d'être entendue de la partie contre laquelle elles sont prononcées (IB). www.lawinside.ch/1524/

Proposition de citation : ARNAUD LAMBELET, Rétrospective en poursuites et faillites 2024, www.lawinside.ch/lp24.pdf

Lien de téléchargement : www.lawinside.ch/lp24.pdf